

# Bernard BARRAQUA à€“ LATTS

Mise en œuvre de la directive cadre -Â La stratÃ©gie des 3E : Â‰conomie, Environnement et Â‰thique. H2o-IRC mai 2004.

## La stratÃ©gie des 3E - Â‰conomie, Environnement et Â‰thique

par Bernard BARRAQUA

directeur de recherche

Laboratoire Techniques Territoires et SociÃ©tÃ©s

LATTS - CNRS

propos recueillis par Martine LE BEC

Sources Nouvelles, IRC - mai-juin 2004

H2o - juillet 2004

Â

Les EuropÃ©ens ont-ils les moyens de maintenir à long terme leurs services publics de l'eau et de l'assainissement ? Alors que ces services ont Ã©tÃ© mis en place grÃ¢ce à des subventions massives des gouvernements, celles-ci ne sont plus guÃ¨re disponibles pour assurer le renouvellement des infrastructures vieillissantes, rendu nÃ©cessaire en mÃªme temps que d'importants investissements en faveur de l'environnement. Dans le mÃªme temps, les pays de l'Europe du Sud - et aujourd'hui de l'Europe orientale - sont encore que dans la phase initiale d'Ã©quipement et donc trÃ¨s Ã©loignÃ©s d'assurer le simple recouvrement : les prix de l'eau y correspondent à peine aux frais de fonctionnement !

Dans ce contexte, il apparaît pertinent de "revitaliser" la base mÃ©thodologique initiée dans le cadre du rÃ©seau Eurowater : les "3E" du dÃ©veloppement durable ; E comme Â‰conomie, Environnement et Â‰thique. En ce qui concerne les services publics d'eau et d'assainissement, et plus largement, la gestion des infrastructures hydrauliques, la problÃ©matique se dÃ©cline de la faÃ§on suivante : 1) Les modes de financement actuels, et en particulier les factures d'eau, permettent-ils de maintenir le patrimoine technique en bon Ã©tat, une fois l'Ã©quipement initial rÃ©alisÃ© ? 2) Quels investissements supplémentaires faut-il consentir pour améliorer les performances environnementales et de santÃ© publique des services ? 3) Les usagers pourront-ils - et accepteront-ils - de payer ?

La Directive cadre europÃ©enne pour l'eau s'est elle-mÃªme fondée sur les trois critÃ¨res en visant à : 1) un bon Ã©tat Ã©cologique d'ici 2015 des "districts hydrographiques" Ã©tablis par les Ã‰tats membres ; 2) une tarification appropriée des divers usages de l'eau qui tienne compte à la fois des coûts de la ressource et des coûts environnementaux ; enfin, 3) la participation - ou tout au moins l'information, du public.

S'agissant aussi bien de la durabilitÃ© des services publics de l'eau que de la mise en œuvre de la directive cadre, la

satisfaction des trois critères permettra de renouveler la problématique de la gestion de l'eau en invitant aussi à la définition de nouveaux territoires et de nouveaux compromis. Elle ne sera néanmoins pas facile à mettre en pratique.

Ce qui coûte cher, ce n'est pas l'eau ; c'est l'argent nécessaire pour faire des investissements lourds et espacés dans le temps ; c'est aussi l'information dont il faudrait disposer pour conduire des politiques économiquement rationnelles à un niveau centralisé. La voie européenne, qui fait de l'eau une res communis omnium, échappant largement à la domanialité ainsi qu'à l'appropriation privée, pourra servir d'exemple au monde, à moins qu'elle ne reste un vœu pieux... .

À

## À ResSources

Les services publics de l'eau en France et en Europe - Données urbaines 4, Éditions Économica, mai 2003.

L'impact des normes et des directives européennes dans les pays membres de l'Union - Colloque au Sénat, Paris, octobre 2002.

Les enjeux de la Directive cadre sur l'eau - revue Flux, LATTS-CNRS, 2001.